



**LE FAIT DU JOUR**

# Covid-19

## Les jeunes en première ligne face au chômage

750 000 jeunes, avec ou sans diplômes, vont devoir s'insérer professionnellement cet automne, malgré la crise. Le gouvernement a prévu une enveloppe de 6,5 milliards d'euros.

**DOSSIER RÉALISÉ PAR**  
MAXIME FRANÇOIS

**LE COUP DE MASSUE** lui est tombé dessus il y a quelques jours. Louis, 22 ans, tout juste diplômé de l'Ecole polytechnique, vient de comprendre qu'il ne trouverait « pas de boulot au moins avant six mois », qu'importe la qualité de son diplôme.

Face à la pénurie d'offres d'emploi, le jeune homme a trouvé une solution : « repousser de six mois ou un an mon arrivée sur le marché du travail, le temps que celui-ci reprenne des couleurs ». Avant de s'y résoudre, il avait même pensé à décaler l'année de validation de son diplôme. Le but ? « Obtenir des stages plutôt que d'être sans activité. » Il a finalement opté pour la première option.

**La crainte d'une « génération sacrifiée »**

Comme lui, environ 750 000 jeunes – dont quelque 190 000 diplômés d'une licence ou d'un master – vont chercher un poste à l'automne

dans un marché du travail particulièrement dégradé par la crise. « Comme partout ailleurs, plus de la moitié de mes étudiants n'ont pas encore trouvé d'entreprise pour leur alternance de deux ans »,

relève Thomas Froehlicher, directeur de la Rennes School of Business.

Dans ce contexte difficile, la frilosité des entreprises pour embaucher pourrait créer une « génération sacrifiée », s'alarment plusieurs économistes. Une expression que réfute Jean-Patrick Gille, le président de l'Union nationale des missions locales, ces structures en première ligne dans la prise en charge des jeunes (*lire ci-contre*). Ce spécialiste de la formation professionnelle, ex-député PS, a justement rendez-vous aujourd'hui avec les services du ministère du Travail et de Pôle emploi « pour un premier point d'étape ».

Génération sacrifiée ou non, après deux mois de confinement au printemps et dans un contexte économique plombé, l'enjeu de l'insertion dans l'emploi des jeunes est cette année énorme. Les statistiques ont de quoi donner le vertige : selon l'Insee, le taux d'emploi des moins de 25 ans est tombé à 26,6 % au deuxième trimestre 2020, contre 29,9 % en 2018. Quant aux statistiques du ministère du Travail, menées par la Dares, elles indiquent un fort rebond du chômage des jeunes de moins de 25 ans (18-25 ans). Ils étaient ainsi 550 000 jeunes demandeurs d'emploi au mois de juillet, soit 100 000 de plus

qu'au mois de février. Par ailleurs, les niveaux de rémunération des plus jeunes cadres devraient être les premiers impactés par la crise, selon le dernier baromètre de l'Association pour l'emploi des cadres (Apec).

Oublié, par la même occasion, les rêves d'expatriation ? Pas si sûr – malgré une quinzaine à respecter un peu partout dans le monde. Le gouvernement a annoncé ce lundi qu'il allait renforcer le volontariat international en entreprise (VIE), dans le cadre d'un volet du plan de relance. Dans le détail, l'Etat annonce qu'il prendra à sa charge « 5 000 € pour l'envoi d'un jeune sous contrat VIE dans une entreprise de petite taille », y compris des jeunes issus de formations courtes ou venant des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Une mesure qui vient s'ajouter à celles prévues dans le plan de relance pour favoriser l'emploi des jeunes et dotée d'une enveloppe de 6,5 milliards d'euros.

**4 000 € d'aide pour un objectif de 450 000 embauches**

Avec ce plan, « un jeune, une solution », le gouvernement table notamment sur 450 000 embauches grâce à

une aide de 4 000 € d'ici à janvier. Il s'agit d'une prime pour tout jeune de moins de 25 ans recruté entre août et janvier sur un contrat d'au moins trois mois, et jusqu'à deux smic. Cette « compensation de cotisations » sera de 1 000 € chaque trimestre pendant un an au maximum. Dans la batterie de mesures prévues figurent aussi une aide exceptionnelle de 5 000 € pour le recrutement d'un alternant, l'objectif d'orienter et de former 200 000 jeunes vers les secteurs et les métiers d'avenir ainsi que l'accompagnement de 300 000 jeunes en parcours d'insertion. Suffisant pour empêcher le confinement des jeunes dans le chômage ? ■

**REPORTAGE**

**« Si je n'ai pas d'entreprise en alternance, il faudra que j'arrête »**

MALLAURY

INSCRIT EN BTS TOURISME

« SOIXANTE-DIX-SEPT curriculum envoyés par mails, zéro réponse. » Lorsqu'il fait le bilan de quatre mois de recherche d'emploi Bakary, 18 ans, CAP de pâtisseries en poche, serre les dents. Du bout des lèvres, il décrit « une période en forme de trou noir » et des « angoisses liées



à une recherche d'emploi hasardeuse ».

Avant l'apparition au printemps de l'épidémie de Covid-19, un patron chez qui il effectuait un « bon stage » lui avait « pourtant fait miroiter une embauche ». Un rêve de courte durée. Depuis, le coronavirus est passé par là, et comme beaucoup de patrons, le sien a mis un terme aux contrats. Quant aux promesses, elles se sont envolées...

« Une histoire ancienne, qu'il faut maintenant dépasser », lâche-t-il en essayant de se

montrer philosophe. Pour rebondir, le jeune homme vient chercher des conseils et des pistes d'employeur à la mission locale de sa commune, à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), qui accueille les jeunes de 16 à 25 ans. Bakary a même opté pour « une méthode offensive », dit-il.

Désormais, il attend deux jours après avoir envoyé ses courriers électroniques puis il se rend sur place. « Je pars du principe que leur réponse est un non à chaque fois, explique-t-il. Si j'ai un oui parce que je suis venu, alors j'aurai tout gagné ! »

### Un job alimentaire pour payer ses études

Déterminé et positif pour la rentrée, il a imprimé une vingtaine de CV à la mission locale, puis il entend faire la tournée des potentiels employeurs. Et il n'est pas le seul. Assis juste derrière lui, Mallauray, 17 ans, baccalauréat littéraire en poche, pianote frénétiquement sur l'ordinateur mis à disposition par l'antenne jeunesse mitoyenne.

Il vit un « scénario noir » malgré une situation très différente. Après avoir décroché son baccalauréat littéraire au mois de juillet, il s'est inscrit dans un BTS tourisme, espérant trouver un contrat

en alternance à l'international... « Était-ce une mauvaise idée ? » Le jeune homme s'interroge. Et pour cause : sa formation, censée lui apporter du travail dans un secteur dévasté par la pandémie, coûte 6 000 € l'année. Une somme importante qu'il ne comptait pas débours

grâce au système de l'alternance et à la prise en charge de la facture par l'entreprise.

Mais la donne a changé et, faute d'avoir réussi à trouver un employeur qui l'accompagne dans ses études, ses parents ont avancé la somme. « Si je n'ai pas d'entreprise, il faudra que j'arrête avant qu'ils ne déboursent trop », prévoit-il.

Son amie Agnès, 20 ans, est dans la même situation sauf qu'elle a opté pour une formule plus risquée : « trouver un petit job alimentaire faute d'alternance pour payer des études à distance ».

### Les professionnels de l'insertion ont recours au système D

Face à la multiplication des visites de jeunes sans solution dans les locaux de la mission, les animateurs de la ville se démènent avec les moyens du bord. « On fait du système D avec notre carnet d'adresses, mais ça marche moins bien qu'avant », explique Maurice Gomis, un référent jeunesse.

Afin d'éviter au maximum

les adresses mails générales et leurs réponses automatisées, cet employé de la mission locale d'Ivry-sur-Seine passe « des coups de fil aux anciens amis qui sont salariés dans des entreprises ayant les reins solides ». Sans aucun résultat jusqu'à présent : « On ne trouve pas, y compris dans les métiers en tension d'ouvriers non qualifiés, d'agents de surface... Bref, le marché est bouché. »

Dans son entourage, nombreux sont les professionnels au contact des jeunes à décrire « une situation catastrophique ». Leur inquiétude : « l'arrivée de nouveaux décrocheurs qui ont abandonné leur formation avant même d'avoir commencé faute d'employeurs ». Et ces professionnels de l'insertion professionnelle des jeunes redoutent de voir ce phénomène prendre de l'ampleur d'ici au mois d'octobre.



**On ne trouve pas, y compris dans les métiers en tension d'ouvriers non qualifiés, d'agents de surface... Bref, le marché est bouché.**

MAURICE GOMIS, UN RÉFÉRENT JEUNESSE À LA MISSION LOCALE D'IVRY

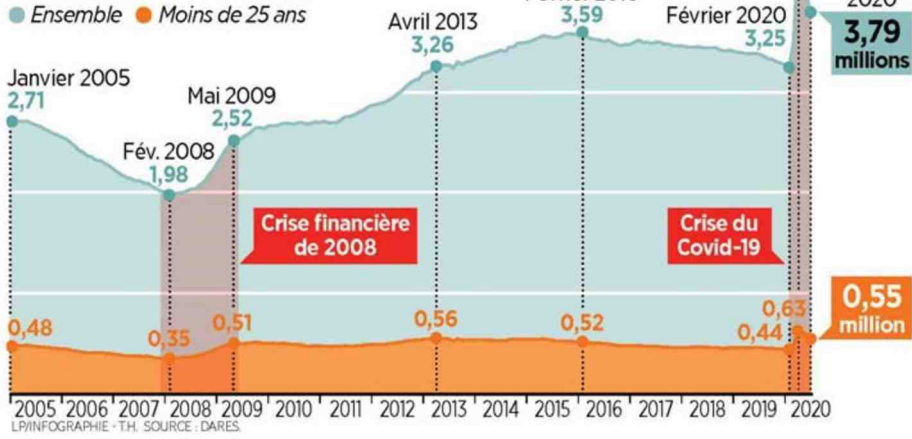




► 8 septembre 2020 - N°23645

## Le chômage des jeunes depuis quinze ans

Nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A inscrits à Pôle emploi (en France métropolitaine, en millions)



Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), vendredi. Sarah, Mallauray et Agnès sont venus demander conseil à la mission locale pour leurs recherches.



► 8 septembre 2020 - N°23645



En juillet, il y avait  
550 000 jeunes demandeurs  
d'emploi, soit 100 000  
de plus qu'au mois de février,  
avant la crise du Covid.